

La Wallonie à la présidence de la Grande Région

TERRITOIRES Un laboratoire européen depuis vingt ans

- La Wallonie à la tête pour deux ans de cet espace qui rayonne sur quatre pays limitrophes.
- L'occasion de s'impliquer davantage dans une expérience commune qui veut travailler dans le concr

Que peuvent avoir en commun le Grand-Duché de Luxembourg, la Sarre et la Rhénanie Palatinat allemandes, la Lorraine française et la Wallonie (à travers elle aussi la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone)? Réponse: la Grande Région, constituée officiellement en 1995 et qui célébrera cette année ses vingt ans d'existence sous présidence wallonne. Ce 1^{er} janvier et pour deux ans, la région belge a en effet pris le relais de la Rhénanie.

Cette Grande Région, c'est l'Europe vécue au quotidien par des territoires voisins qui ont traversé ou traversent encore de graves difficultés économiques et qui cherchent à se construire un avenir souriant. Cet espace de plus de onze millions d'habitants (l'équivalent de la Belgique) pratique la proximité politique, loin des centres de décision de l'Union européenne. Un véritable laboratoire communautaire où l'on cherche à régler des problèmes concrets et à apporter des plus-values sur mesure.

Un exemple? Au mois de novembre, les cinq membres ont conclu un accord-cadre qui permettra de favoriser la formation professionnelle transfrontalière. Ce projet ren-

contre plusieurs objectifs de la Grande Région: lutter contre le chômage des jeunes, améliorer le niveau de la main-d'œuvre disponible et favoriser la circulation des travailleurs au-delà des frontières.

Quatre pays et cinq régions, donc autant de législations à rapprocher, trois langues et deux espaces culturels (francophone et germanophone): la Grande Région ne joue pas la carte de la facilité. Ajoutons que les réalités sociales ne sont pas toujours comparables, ni le niveau de vie, ni le dynamisme des entreprises et des services publics: dans ces conditions, la coopération transfrontalière progresse forcément à petits pas.

Créativité et innovation

Durant deux ans, l'emploi a été au centre de l'action menée par la Rhénanie Palatinat, qui présidait l'association. Cela restera forcément une priorité pour la présidence wallonne, même si la province de Luxembourg et la Communauté germanophone, les secteurs les plus concernés par la Grande Région, ne sont pas les plus touchés par le chômage.

Mais comment ne pas mettre l'accent sur ce dossier quand on connaît le taux de chômage affiché par le sud de notre pays: 16,1 % en Wallonie contre 12,2 % en Lorraine, mais

seulement 6,2 % dans la Sarre, 4,1 % en Rhénanie et 5,8 % au Grand-Duché. L'écart entre la Wallonie et les autres membres de la Grande Région s'avère encore plus dramatique si on observe le taux de chômage des moins de 25 ans: il évolue généralement entre 8 et 15 % dans cette zone, mais culmine à 33,8 % en Wallonie.

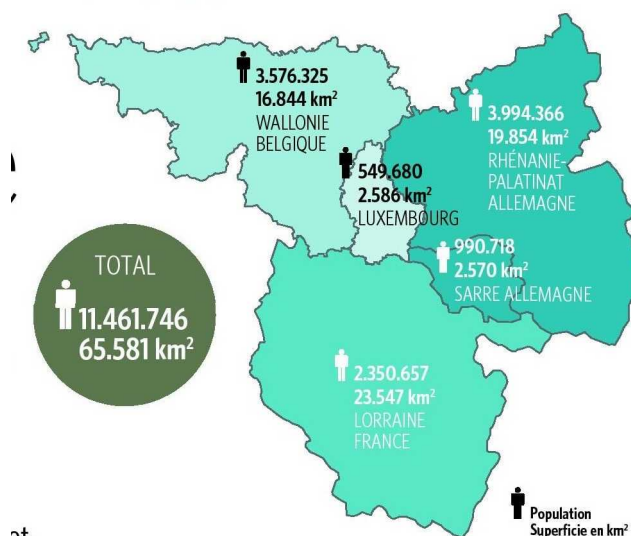
Durant ces deux prochaines années, la Wallonie, son gouvernement et ses parlementaires comptent mettre le turbo sur l'apprentissage tout au long de la vie, la création d'entreprises et les synergies entre elles, sans oublier le développement durable des territoires, notamment en matière de tourisme et de gestion forestière.

Mais tous ces objectifs seront en quelque sorte traversés par une double thématique: l'innovation et la créativité. Ce qui n'est évidemment pas sans rappeler la philosophie du plan Marshall 4.0 dont le gouvernement wallon vient d'accoucher en soulignant l'importance pour l'avenir de l'économie numérique et de l'économie circulaire. La Wallonie montrera-t-elle la voie à suivre aux Allemands, aux Luxembourgeois et aux Français avec ce « modèle mosan » que Paul Magnette, le ministre-président, veut voir émerger? ■

ERIC DEFFET

La Grande Région

LE SOIR - 03.01.15



Les Wallons sont jeunes

La Grande Région comptait donc 11.461.746 habitants au 1^{er} janvier 2014 (1). Mais c'est en Wallonie que l'on rencontre proportionnellement le plus grand nombre de citoyens de moins de vingt ans. Chez les hommes, ils représentent 24,7 % de la population contre 17,2 % en Sarre. Chez les femmes, on en recense 22,5 % contre 15,6 % dans le même Land allemand. La Wallonie n'a pas non plus à rougir de son taux de natalité : 10,9 naissances pour 1000 habitants en 2013 tandis que la Sarre se distingue toujours à l'autre bout de l'échelle avec 6,9 naissances pour 1000 habitants.

Grand écart sur l'emploi

Les disparités sont impressionnantes en matière de taux d'emploi des 15-64 ans. La moyenne du territoire est de 65 %. La Rhénanie mène le peloton avec 74 % tandis que la Wallonie ferme la marche avec 55 %.

La Wallonie, cette géante

La Wallonie ne compte pas pour du beurre : avec 3,5 millions d'habitants, elle représente 31,2 % de la population de la Grande Région, à peine moins que les 34,8 % de la Rhénanie

Palatinat. Les autres proportions : 4,8 % pour le Luxembourg, 8,6 % pour la Sarre et 20,5 % pour la Lorraine. Mais il faut relativiser : en Wallonie, l'impact potentiel de la Grande Région vaut surtout pour le Luxembourg belge et la Communauté germanophone.

Si l'on étudie les projections de population pour 2050, la Wallonie s'impose définitivement avec 4,2 millions d'habitants. Seule la population du Luxembourg est aussi en hausse, de 540.000 à 740.000 personnes. Sarre, Rhénanie et Lorraine perdent des citoyens. Au total toutefois, la population de la Grande Région resterait de l'ordre de 11,5 millions d'âmes.

Le jeu de saute-frontières

Sur le terrain, les populations les plus concernées par les politiques menées par la Grande Région sont sans doute les travailleurs frontaliers. Sans surprise, les flux les plus massifs se dirigent vers le Grand-Duché : 36.000 Belges, 75.500 Français (chiffres nationaux dans les deux cas) et 37.700 Allemands de Rhénanie et de Sarre rejoignent le Luxembourg pour y travailler.

E.D.

(1) TOUS LES CHIFFRES PROVIENNENT DE L'INSTITUT WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE (IWEPs).

René Collin « Le lieu d'actions communes ciblées »

La Wallonie a plutôt survolé la Grande Région depuis sa création, sans s'y impliquer vraiment. Depuis des années, les autres partenaires se montraient circonspects voire énervés par ce manque de présence et de dynamisme. La parole à René Collin, le ministre régional chargé du dossier.

A quelles évolutions peut-on s'attendre avec cette présidence ?

Dans le programme électoral du CDH, nous disions notre volonté qu'une compétence ministérielle soit clairement dévolue à la Grande Région. C'était une demande forte de nos élus en province de Luxembourg. Nous avons tenu parole. C'est le signe de la conviction du gouvernement wallon sur l'importance des défis que la Grande Région doit relever au cœur d'une Europe en panne de projets mobilisateurs et rassembleurs. Évidemment, je peux comprendre qu'à Mons ou même Namur, on n'a pas la même perception de ce territoire qu'en Communauté germanophone et en

Luxembourg. Mon travail consistera aussi à sensibiliser mes collègues et les élus des autres régions.

Qu'est-ce que cette structure peut apporter ?

C'est une construction politique qui veut aider onze millions de personnes dans un espace où vivent notamment 210.000 travailleurs frontaliers. Il y a des échanges scolaires, des difficultés administratives, sociales et de soins de santé, des problèmes de mobilité, de langue, etc. La Grande Région ne solutionnera pas tout, mais elle peut y contribuer via cet espace de dialogue et de concertation. Ce n'est pas une couche supplémentaire de lasagne, mais un endroit d'actions communes très ciblées pour lesquelles il serait plus compliqué de trouver seul des solutions.

Mais si l'on prend la mobilité, la Région wallonne n'a pas toutes les cartes en main ? Cela fait d'ailleurs des années que le grand-duché de Luxembourg attend que cela bouge

côté belge...

Le transport ferroviaire par exemple dépend du fédéral et de la SNCB. Mais mon rôle sera d'associer tout le monde à diverses démarches, à sensibiliser, à alerter... En termes de mobilité transfrontalière, on n'est quasiment nulle part. Il faut faire changer des choses.

La langue reste tout de même un problème majeur...

Bien sûr, et cela entraîne des difficultés évidentes pour les échanges commerciaux, pour l'accès au

marché du travail, pour le développement touristique. C'est un objectif prioritaire d'André Antoine, président de la commission interparlementaire régionale. Nous souhaitons élargir l'accès au programme Wallangues, pour le bénéfice de toute la population de la Grande Région. Il faut aussi intensifier les échanges via l'université de la Grande Région qui permet aux étudiants de passer d'une structure universitaire à l'autre.

La Wallonie a voulu placer le récent sommet de la Grande Région sous le signe de la créativité et de l'innovation. C'est-à-dire ?

Nous avons vécu la crise du déclin industriel et minier, nous œuvrons depuis des décennies à la reconversion de notre économie, mais nous savons que le succès de l'entreprise, dans un contexte mondialisé, dépend plus que jamais de notre capacité à créer et innover en matière de formation, de recherche, dans le soutien à nos entreprises. ■

Propos recueillis par
JEAN-LUC BODEUX